



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

EDITION SPÉCIALE n° 21 du 12 juin 2007

Le recueil peut être consulté :

* sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

* aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 13 juin 2007

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	291
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	291
CABINET DU PREFET	291
Service interministériel de défense et de protection civile	291
Arrêté n° 2007/26/SIDPC du 12 juin 2007 portant désignation de l'adjoint sécurité incendie de la préfecture de Meurthe-et-Moselle	291
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES	291
Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières	291
Arrêté n° 07.BMSSE.20 du 7 juin 2007 portant modification de la délégation de signature à M. Jérôme GOELLNER, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine	291
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	292
AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE	292
Arrêté de l'A.R.H. de Lorraine n° 29/07 du 30 mai 2007 portant délégation de signature à Madame Christiane PERNET, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle	292
Arrêté de l'A.R.H. de Lorraine n° 30/07 du 30 mai 2007 portant délégation de signature à Madame Anoutchka CHABEAU, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Meuse	293
Arrêté de l'A.R.H. de Lorraine n° 31/07 du 30 mai 2007 portant délégation de signature à Madame Elisabeth CHEVALLIER, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Moselle	293
Arrêté de l'A.R.H. de Lorraine n° 34/07 du 30 mai 2007 portant délégation de signature à Madame le Docteur Eliane PIQUET	294
DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	294
Extrait de l'arrêté du 25 mai 2007 portant constitution de la commission départementale d'examen de recours gracieux en matière d'exclusion du bénéfice du revenu de remplacement des personnes en recherche d'emploi	294
TRESORERIE GENERALE	295
Arrêté du 1 ^{er} février 2007 portant délégation de signature à M. David De BEAUMONT, inspecteur, à l'effet d'exercer les fonctions de commissaire du gouvernement auprès de la SAFER de Lorraine	295
Arrêté du 1 ^{er} février 2007 portant délégation de signature à M. DARNE Laurent, contrôleur, à l'effet d'émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ; de fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat	295
Arrêté du 1 ^{er} février 2007 portant délégation de signature à Mme Josiane KLAEYLE, inspectrice, et MM. Daniel ALBERT, Jean-Marc WARIS et Philippe SCHNEIDER, inspecteurs, à l'effet d'émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ; de fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat	295
Arrêté du 15 mai 2007 portant désignation des agents habilités à exercer les fonctions de commissaire du gouvernement devant les juridictions de l'expropriation	295
Arrêté du 15 mai 2007 portant désignation des agents habilités à représenter l'expropriant devant les juridictions de l'expropriation	295

ARRÊTÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Cabinet du préfet

Service interministériel de défense et de protection civile

Arrêté n° 2007/26/SIDPC du 12 juin 2007 portant désignation de l'adjoint sécurité incendie de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU le code du travail (notamment les articles L.230-2 et R.232-12-20 et suivants) ;
 VU l'arrêté ministériel du 28 février 1996, relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public relevant du ministère de l'intérieur ;
 VU la circulaire ministérielle du 03 novembre 1989, relative à la sécurité des préfectures et sous-préfectures ;
 SUR proposition de M. le directeur de Cabinet ;

ARRÊTE

Art. 1^{er} : Monsieur Pascal SEYLLER, chef du service interministériel de défense et de protection civile, est nommé adjoint sécurité incendie de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Art. 2 : L'adjoint sécurité incendie a pour mission de veiller, sous l'autorité du sous-préfet, directeur de Cabinet, à la protection contre les risques d'incendie et de panique sur le site de la préfecture, soit les bâtiments situés 1, rue Préfet Claude Erignac et 6, rue Sainte Catherine.

Art. 3 : A cet effet, l'adjoint sécurité incendie :

- évalue ou fait évaluer les dangers en matière d'incendie, susceptibles de compromettre la sécurité du public et des fonctionnaires ;
- assure la coordination efficace des différents acteurs ;
- prépare et met à jour le plan de sécurité incendie du site de la Préfecture, en liaison avec notamment l'adjoint protection de la préfecture et le service d'incendie et de secours ;
- veille au respect des dispositions réglementaires et des consignes relatives à la sécurité incendie par l'ensemble du personnel de la préfecture ;
- développe auprès de tous les agents la connaissance des risques d'incendie et de panique pour obtenir une meilleure implication personnelle dans la culture de prévention ;
- organise ou fait organiser régulièrement des sessions de formation ainsi que des exercices d'intervention et d'évacuation des locaux.

Art. 4 : Afin d'assurer la cohérence des actions en matière de sécurité, l'adjoint sécurité incendie de la préfecture :

- conseille les sous-préfets d'arrondissement, responsables de la protection contre les risques d'incendie et de panique dans leurs sous-préfectures, et les directeurs de la préfecture ;
- est consulté sur tout programme immobilier concernant la préfecture, afin d'y inclure la préoccupation de sécurité incendie.

Art. 5 : Dans la mise en œuvre des dispositions réglementaires et des consignes relatives à la protection du public et des fonctionnaires contre les risques d'incendie et de panique, l'adjoint sécurité incendie bénéficie du plein appui des directions et des services oeuvrant dans ce domaine et plus particulièrement la direction des ressources humaines et des moyens (DRHM).

Art. 6 : Le secrétaire général et le directeur de cabinet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 12 juin 2007

Le préfet,
Claude BALAND

Direction du développement durable et des politiques interministérielles

Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières

Arrêté n° 07.BMSSE.20 du 7 juin 2007 portant modification de la délégation de signature à M. Jérôme GOELLNER, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
 VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et notamment son article 34 ;
 VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;
 VU le décret n° 83-567 du 27 juin 1983 fixant le ressort territorial des services extérieurs du Ministère de l'Industrie et de la Recherche ;
 VU le décret n° 83-568 du 27 juin 1983 relatif à l'organisation des Directions Régionales de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement ;
 VU le décret n° 92-626 du 6 juillet 1992 relatif aux missions et à l'organisation des Directions Régionales de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement et aux conditions de désignation des Directeurs Régionaux de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement ;
 VU les décrets n° 97-1184 à 97-1209 des 19 et 24 décembre 1997 relatifs à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, notamment son article 43 ;
 VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;
 VU l'arrêté ministériel du 5 juillet 2001 nommant M. Jérôme GOELLNER en qualité de Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine ;
 VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.59 du 20 décembre 2004 modifié, accordant délégation de signature à M. Jérôme GOELLNER, Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement pour la Région Lorraine ;
 SUR proposition du secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRÊTE

Art. 1^{er} : Délégation de signature est donnée à M. Jérôme GOELLNER, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement pour la région Lorraine, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences de caractère départemental, pour la Meurthe-et-Moselle, tous documents et correspondances dans les domaines suivants :

- 1 - Développement industriel et technologique
Application de la politique de développement industriel dans les conditions définies par le décret n° 83-568 du 27 juin 1983 susvisé.
 - 2 - Carrières, mines, sous-sol et eaux minérales
Instruction des demandes et surveillance au titre des législations suivantes :
 - 2.1. Recherche et exploitation des substances minérales,
 - 2.2. Stockages souterrains d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés, de gaz ou de produits chimiques,
 - 2.3. Eaux minérales,
 - 2.4. Explosifs à l'exception des procédures relevant de la législation sur les installations classées.
 - 3 - Canalisations
3.1. Instruction des demandes et surveillance au titre des réglementations relatives aux canalisations de transport d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés, de gaz ou de produits chimiques,
 - 3.2. Procès-verbaux d'épreuve de résistance et d'étanchéité de canalisation.
 - 4 - Equipements sous pression et instruments de mesure
4.1. Instruction des demandes et surveillance au titre des réglementations relatives aux équipements sous pression et aux instruments de mesure,
 - 4.2. Agrément ou reconnaissance d'organismes de contrôle ou de services inspections,
 - 4.3. Surveillance des organismes de contrôle ou de services inspections reconnus et des détenteurs d'équipement sous pression et du marché des équipements sous pression,
 - 4.4. Aménagement aux obligations de contrôle et de surveillance,
 - 4.5. Vérifications primitives et périodiques des instruments de mesure réglementés,
 - 4.6. Surveillance des opérateurs dans le domaine de la métrologie légale, à l'exclusion des décisions de retrait d'agrément et des décisions requérant l'avis d'une commission nationale.
 - 5 - Véhicules
5.1. Instruction des demandes et surveillance au titre des réglementations relatives aux véhicules,
 - 5.2. Délivrance et retrait des autorisations de mise en circulation :
 - . des véhicules de transport en commun de personnes,
 - . des véhicules spécialisés dans les opérations de remorquage,
 - . des véhicules et citernes de transport de matières dangereuses,
 - 5.3. Surveillance des centres de contrôles techniques de véhicules lourds et légers et des contrôleurs y intervenant,
 - 5.4. Retrait des cartes grises,
 - 5.5. Réceptions par type ou à titre isolé de véhicules,
 - 5.6. Surveillance des opérateurs dans le domaine du transport par route des marchandises dangereuses.
 - 6 - Energie
6.1. Instruction des demandes et surveillance au titre de la législation relative aux lois sur l'énergie, l'électricité et le gaz,
 - 6.2. Délivrance des certificats :
 - . d'économie d'énergie,
 - . d'obligation d'achat d'électricité.
 - 7 - Environnement industriel
Instruction des demandes et surveillance au titre de
 - 7.1. la législation des ICPE,
 - 7.2. la législation sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie,
 - 7.3. la loi sur les déchets,
 - 7.4. le règlement européen relatif aux transports transfrontaliers des déchets,
 - 7.5. la déclaration de sondage dans le cadre des eaux souterraines.
- Art. 2 : Sont exceptées de ces délégations les décisions qui, comprises dans les matières visées à l'article 1, mettent en jeu le pouvoir de contrôle vis-à-vis des collectivités territoriales ou font intervenir une procédure d'enquête publique instruite par les services de la Préfecture.
- Art. 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jérôme GOELLNER, les délégations de signature qui lui sont conférées sont exercées par Mme Clémentine MARCOVICI, ingénieur des mines, MM. Jean-François CHAMPIGNY, ingénieur des ponts et chaussées, Jean-François LAIGRE, ingénieur du génie rural des eaux et des forêts, Norbert LAMBIN, chef de mission, Alain MARNET, secrétaire général, chef de mission.
- Art. 4 : Les délégations de signature qui sont conférées à M. Jérôme GOELLNER à l'article 1 sont également exercées :
- a) pour les matières visées au paragraphe 1, par MM. Jean-François CHAMPIGNY, ingénieur des ponts et chaussées, Pascal PELINSKI et Michel GOUTFREIND, chefs de mission, Michel BORGONOVO, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, Bruno FERRY et Philippe NICOLAS, attachés principaux d'administration centrale, Bertha BESTEIRO, Michel DELVOT, ingénieurs de l'industrie et des mines.
 - b) pour les matières visées au paragraphe 2, par MM. Jean-François LAIGRE, ingénieur du génie rural des eaux et des forêts, Pascal PELINSKI, chef de mission, Bertrand HELBLING et Robert MAZZOLENI, ingénieurs divisionnaires de l'industrie et des mines.
 - c) pour les matières visées en 3, par MM. Norbert LAMBIN et Pascal PELINSKI, chefs de mission, Gilbert BOUVIER, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, Mathias MONDAMERT, ingénieur de l'industrie et des mines, Yan SAUVALLÉ, ingénieur des travaux publics de l'Etat, Pascale SAR, ingénieure.
 - d) pour les matières visées en 4, par MM. Norbert LAMBIN et Pascal PELINSKI, chefs de mission, Gilbert BOUVIER, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, Cyril DROIT, ingénieur de l'industrie et des mines, Alfred LANDKOCZ, Olivier LESIEUR, Philippe RICHARD, techniciens

supérieurs de l'industrie et des Mines, et Alain VIGENT, technicien principal du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie.

e) pour les matières visées en 5, par MM. Norbert LAMBIN et Pascal PELINSKI, chefs de mission, Gilbert BOUVIER, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, et pour les affaires visées en 5.2, 5.3, 5.4 et 5.5 par Serge ALDON, ingénieur de l'industrie et des mines, Pascale SAR, ingénieure, ainsi que par :

- M. Robert DOLLARD, technicien supérieur en chef de l'industrie et des mines,
- M. Gilbert BALWA, technicien supérieur principal de l'industrie et des mines,
- M. Jean-Luc RAUBER, technicien supérieur principal de l'industrie et des mines,
- M. Thierry DILLER, technicien supérieur de l'industrie et des mines,
- M. Olivier LESIEUR, technicien supérieur de l'industrie et des mines,
- M. Alain VIGENT, technicien principal du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- M. Michaël ALBRECHT, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- M. Claude DEREANT, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- M. Jean-Louis HAVETTE, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- M. François CODET, ingénieur de l'industrie et des mines,
- M. Michel LASSERRE, technicien supérieur en chef de l'industrie et des mines,
- M. Alain VINCENT, technicien supérieur en chef de l'industrie et des mines,
- Mme Régine SCHEFFER, technicien supérieur principal de l'industrie et des mines.

f) pour les matières visées en 6, par MM. Norbert LAMBIN et Pascal PELINSKI, chefs de mission, Gilbert BOUVIER, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, Mathias MONDAMERT, ingénieur de l'industrie et des mines, Yan SAUVALLÉ, ingénieur des travaux publics de l'Etat, Jacques-Louis GEISLER, technicien supérieur de l'industrie et des mines.

g) pour les matières visées en 7, par Mme Clémentine MARCOVICI, ingénieur des mines, Jacques MOLE et Pascal PELINSKI, Chefs de mission, Maxime COURT, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines.

Art. 5 : Demeurent réservées à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la préfecture de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres (cabinets),
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général,
- 6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy.

Art. 6 : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

Art. 7 : L'arrêté préfectoral modifié n° 07.BMSSE.17 du 12 avril 2007 est abrogé.

Art. 8 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en préfecture, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée au trésorier-payeur général.

Nancy, le 7 juin 2007

Le préfet,
Claude BALAND

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

Agence régionale d'hospitalisation de Lorraine

Arrêté de l'A.R.H. de Lorraine n° 29/07 du 30 mai 2007 portant délégation de signature à Madame Christiane PERNET, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine par intérim,

VU le code de la santé publique et notamment les articles L. 6115-3 et l'article R. 6115-2,

VU la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 31 décembre 1996,

VU la nomination de monsieur Antoine PERRIN, au conseil des ministres du 30 août 2006, dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

VU la décision du conseil des ministres du 30 mai 2007 mettant fin sur sa demande aux fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine exercées par monsieur Antoine PERRIN,

VU l'arrêté n° 69/04 du 1^{er} juin 2004 du directeur régionale de l'hospitalisation de Lorraine nommant madame Danielle MOUFFARD dans les fonctions de directrice adjointe,

VU l'arrêté du 10 octobre 2005 portant nomination de madame Christiane PERNET dans les fonctions de directrice départementale, des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle à compter du 1^{er} novembre 2005,

VU l'arrêté n° 02833 du 6 octobre 2000 portant nomination de monsieur Jean-François LHUILLIER dans les fonctions de directeur adjoint de la D.D.A.S.S. de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté n° 01024 du 23 avril 2004 portant nomination de madame Myriam BERG dans les fonctions de directrice adjointe de la D.D.A.S.S. de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté n°02445 du 24 juillet 2002 portant nomination de madame Irène DELFORGE dans les fonctions d'inspectrice principale à la D.D.A.S.S. de Meurthe et Moselle,

ARRETE

Art. 1^{er} - Délégation est donnée à madame Christiane PERNET, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle, à l'effet de signer dans le cadre des attributions et compétences de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine s'exerçant dans ce département :

A/ En ce qui concerne les établissements publics de santé :

Les décisions relatives à l'exercice du contrôle de légalité défini par l'article L. 6143-4- 1^{er} du code de la santé publique,

- à l'exclusion de celles justifiant :

. la saisine, pour avis, de la chambre régionale des comptes et la demande conjointe d'un sursis à exécution ;

. le déferé au tribunal administratif, des délibérations estimées illégales ;

Les décisions relatives à l'approbation détaillée par les articles L. 6143-4- 2e, L. 6145- 1 et 4 et L. 6161-7 du code de la santé publique à l'exception de celles concernant :

- le projet d'établissement y compris le projet médical,

- les programmes d'investissement relatifs aux travaux et équipements matériels lourds,

- les conventions passées en application de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1373 du 30 décembre 1958 des textes pris pour son application et de l'article L. 6161-10 du code de la santé publique,

- le tableau des emplois médicaux ainsi que le renouvellement des chefs de service ou de département mentionnées aux articles L. 6146-3 et 6151-3 du code de la santé publique ;

Les décisions d'approbation des contrats fixant les modalités d'exercice de l'activité libérale des praticiens temps plein, en application des dispositions de l'article L. 6154-4 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de suspension et de retrait ;

Les décisions autorisant les médecins généralistes à dispenser à l'hôpital local au titre de leur activité libérale des soins de courte durée et éventuellement des soins de suite ou de longue durée, en application des dispositions de l'article R. 711-6-10 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de radiation de la liste des médecins autorisés.

Les décisions désignant le médecin responsable de la coordination des activités médicales dans les hôpitaux locaux, en application des dispositions de l'article R. 711-6-18 du code de la santé publique.

B/ En ce qui concerne les établissements privés admis à participer au service public hospitalier et les établissements privés à but non lucratif sous dotation globale :

Les décisions relatives au budget et aux décisions modificatives telles que prévues aux articles L. 6145-1 à L. 6145-4 du code de la santé publique.

C/ En ce qui concerne l'ensemble des établissements publics et privés :

Les transmissions au Ministre Chargé de la Santé des dossiers relevant du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Les lettres ayant pour objet au titre de l'article R. 712-40 du code de la santé publique de reconnaître complets ou non les dossiers déposés dans le cadre de demande d'autorisations ou de renouvellement d'autorisations.

Art. 2 - En cas d'absence ou d'empêchement de madame Christiane PERNET, la délégation qui lui est accordée sera exercée par monsieur Jean-François LHUILLIER, directeur adjoint, et par madame Myriam BERG, directrice adjointe, ainsi que par madame Irène DELFORGE en cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Jean-François LHUILLIER et de madame Myriam BERG.

Art. 3 - La directrice départementale, des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Art. 4 - Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 43/06 du 1^{er} septembre 2006. Nancy, le 30 mai 2007

Le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine par intérim,
Danielle MOUFFARD

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Arrêté de l'A.R.H. de Lorraine n° 30/07 du 30 mai 2007 portant délégation de signature à Madame Anoutchka CHABEAU, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Meuse

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine par intérim,

VU le code de la santé publique et notamment les articles L. 6115-3 et l'article R. 6115-2,

VU la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 31 décembre 1996,

VU la nomination de monsieur Antoine PERRIN, au conseil des ministres du 30 août 2006, dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

VU la décision du conseil des ministres du 30 mai 2007 mettant fin sur sa demande aux fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine exercées par monsieur Antoine PERRIN,

VU l'arrêté n° 69/04 du 1^{er} juin 2004 du directeur régionale de l'hospitalisation de Lorraine nommant madame Danielle MOUFFARD dans les fonctions de directrice adjointe,

VU l'arrêté N°0826 du 16 avril 2007 portant nomination de madame Anoutchka CHABEAU dans les fonctions de directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meuse,

VU l'arrêté N°01435 portant nomination de madame Jacqueline ROLLAND, inspectrice principale à la D.D.A.S.S. de la Meuse à compter du 1^{er} mai 2006,

VU le contrat d'engagement N°01487 du 30 mai 2005 entre le ministère de la santé et des solidarités et monsieur Marc NAVROSKI, engagé à la D.D.A.S.S. de la Meuse pour y exercer des fonctions administratives relevant de la catégorie A, à compter du 1^{er} avril 2005 et pour une durée de trois ans,

VU le contrat d'engagement N°04101218 du 12 juillet 2006 entre le ministère de la santé et des solidarités et monsieur Philippe RIEUX, engagé à la D.D.A.S.S. de la Meuse pour y exercer des fonctions de responsable du service offre de soins, à compter du 16 août 2006 et pour une durée de trois ans,

ARRETE

Art. 1^{er} - Délégation est donnée à madame Anoutchka CHABEAU, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Meuse, à l'effet de signer dans le cadre des attributions et compétences de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine s'exerçant dans ce département :

A/ En ce qui concerne les établissements publics de santé :

Les décisions relatives à l'exercice du contrôle de légalité défini par l'article L. 6143-4- 1^{er} du code de la santé publique,

- à l'exclusion de celles justifiant :

. la saisine, pour avis, de la chambre régionale des comptes et la demande conjointe d'un sursis à exécution ;

. le déferé au tribunal administratif, des délibérations estimées illégales ;

Les décisions relatives à l'approbation détaillée par les articles L. 6143-4- 2e, L. 6145- 1 et 4 et L. 6161-7 du code de la santé publique à l'exception de celles concernant :

- le projet d'établissement y compris le projet médical,

- les programmes d'investissement relatifs aux travaux et équipements matériels lourds,

- les conventions passées en application de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1373 du 30 décembre 1958 des textes pris pour son application et de l'article L. 6161-10 du code de la santé publique,

- le tableau des emplois médicaux ainsi que le renouvellement des chefs de service ou de département mentionnées aux articles L. 6146-3 et 6151-3 du code de la santé publique ;

Les décisions d'approbation des contrats fixant les modalités d'exercice de l'activité libérale des praticiens temps plein, en application des dispositions de l'article L. 6154-4 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de suspension et de retrait ;

Les décisions autorisant les médecins généralistes à dispenser à l'hôpital local au titre de leur activité libérale des soins de courte durée et éventuellement des soins de suite ou de longue durée, en application des dispositions de l'article R. 711-6-10 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de radiation de la liste des médecins autorisés.

Les décisions désignant le médecin responsable de la coordination des activités médicales dans les hôpitaux locaux, en application des dispositions de l'article R. 711-6-18 du code de la santé publique.

B/ En ce qui concerne les établissements privés admis à participer au service public hospitalier et les établissements privés à but non lucratif sous dotation globale :

Les décisions relatives au budget et aux décisions modificatives telles que prévues aux articles L. 6145-1 à L. 6145-4 du code de la santé publique.

C/ En ce qui concerne l'ensemble des établissements publics et privés :

Les transmissions au Ministre Chargé de la Santé des dossiers relevant du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Les lettres ayant pour objet au titre de l'article R. 712-40 du code de la santé publique de reconnaître complets ou non les dossiers déposés dans le cadre de demande d'autorisations ou de renouvellement d'autorisations.

Art. 2 - En cas d'absence ou d'empêchement de madame Anoutchka CHABEAU, la délégation qui lui est accordée sera exercée par madame Jacqueline ROLLAND, et par monsieur Marc NAVROSKI ou monsieur Philippe RIEUX, en cas d'absence ou d'empêchement de madame Jacqueline ROLLAND.

Art. 3 - La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Meuse est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meuse et de la Meurthe et Moselle.

Art. 4 - Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté n°25/07 du 1^{er} mai 2007.

Nancy, le 30 mai 2007
Le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine par intérim,
Danielle MOUFFARD

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Arrêté de l'A.R.H. de Lorraine n° 31/07 du 30 mai 2007 portant délégation de signature à Madame Elisabeth CHEVALLIER, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Moselle

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine par intérim,

VU le code de la santé publique et notamment les articles L. 6115-3 et R. 6115-2,

VU la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 31 décembre 1996,

VU la nomination de monsieur Antoine PERRIN, au conseil des ministres du 30 août 2006, dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

VU la décision du conseil des ministres du 30 mai 2007 mettant fin sur sa demande aux fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine exercées par monsieur Antoine PERRIN,

VU l'arrêté n° 69/04 du 1^{er} juin 2004 du directeur régionale de l'hospitalisation de Lorraine nommant madame Danielle MOUFFARD dans les fonctions de directrice adjointe,

VU l'arrêté n° 2198 du 16 septembre 2005 portant nomination de madame Elisabeth CHEVALLIER dans les fonctions de directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Moselle, à compter du 1^{er} octobre 2005,
 VU l'arrêté n° 661 du 16 février 2006 portant nomination de madame Martine ARTZ dans les fonctions de directrice-adjointe de la D.D.A.S.S. de Moselle,
 VU l'arrêté n° 1964 du 28 juillet 2004 portant nomination de madame Chantal KIRSCH dans les fonctions d'inspectrice principale de l'action sanitaire et sociale à la D.D.A.S.S. de Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} - Délégation est donnée à madame Elisabeth CHEVALLIER, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Moselle, à l'effet de signer dans le cadre des attributions et compétences de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine s'exerçant dans ce département :

A/ En ce qui concerne les établissements publics de santé :

Les décisions relatives à l'exercice du contrôle de légalité défini par l'article L. 6143-4- 1^{er} du code de la santé publique,

- à l'exclusion de celles justifiant :

. la saisine, pour avis, de la chambre régionale des comptes et la demande conjointe d'un sursis à exécution ;

. le déferé au tribunal administratif, des délibérations estimées illégales ;

Les décisions relatives à l'approbation détaillée par les articles L. 6143-4- 2e, L. 6145- 1 et 4 et L. 6161-7 du code de la santé publique à l'exception de celles concernant :

- le projet d'établissement y compris le projet médical,

- les programmes d'investissement relatifs aux travaux et équipements matériels lourds,

- les conventions passées en application de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1373 du 30 décembre 1958 des textes pris pour son application et de l'article L. 6161-10 du code de la santé publique,

- le tableau des emplois médicaux ainsi que le renouvellement des chefs de service ou de département mentionnées aux articles L. 6146-3 et 6151-3 du code de la santé publique ;

Les décisions d'approbation des contrats fixant les modalités d'exercice de l'activité libérale des praticiens temps plein, en application des dispositions de l'article L. 6154-4 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de suspension et de retrait ;

Les décisions autorisant les médecins généralistes à dispenser à l'hôpital local au titre de leur activité libérale des soins de courte durée et éventuellement des soins de suite ou de longue durée, en application des dispositions de l'article R. 711-6-10 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de radiation de la liste des médecins autorisés.

Les décisions désignant le médecin responsable de la coordination des activités médicales dans les hôpitaux locaux, en application des dispositions de l'article R. 711-6-18 du code de la santé publique.

B/ En ce qui concerne les établissements privés admis à participer au service public hospitalier et les établissements privés à but non lucratif sous dotation globale :

Les décisions relatives au budget et aux décisions modificatives telles que prévues aux articles L. 6145-1 à L. 6145-4 du code de la santé publique.

C/ En ce qui concerne l'ensemble des établissements publics et privés :

Les transmissions au Ministre Chargé de la Santé des dossiers relevant du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Les lettres ayant pour objet au titre de l'article R. 712-40 du code de la santé publique de reconnaître complets ou non les dossiers déposés dans le cadre de demande d'autorisations ou de renouvellement d'autorisations.

Art. 2 - En cas d'absence ou d'empêchement de madame Elisabeth CHEVALLIER, la délégation qui lui est accordée sera exercée par madame Martine ARTZ directrice-adjointe, et par madame Chantal KIRSCH en cas d'absence ou d'empêchement de madame Martine ARTZ.

Art. 3 - La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Moselle et de la préfecture de Meurthe et Moselle .

Art. 4 - Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 45/06 du 1^{er} septembre 2006. Nancy, le 30 mai 2007

Le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine par intérim,
Danielle MOUFFARD

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Arrêté de l'A.R.H. de Lorraine n° 34/07 du 30 mai 2007 portant délégation de signature à Madame le Docteur Eliane PIQUET

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine par intérim,

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.6115-3 et R. 6115-2,
 VU le décret n° 96-1039 du 29 novembre 1996 relatif aux agences régionales de l'hospitalisation, fixant la convention constitutive type des ces agences,
 VU la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel de la république française du 10 janvier 1997,
 VU l'arrêté n° 256 du 18 avril 2005, plaçant madame le docteur Eliane PIQUET en position de détachement auprès de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à compter du 1^{er} mars 2005,

ARRETE

Art. 1^{er} - Délégation est donnée à madame le Docteur Eliane PIQUET pour signer, en cas d'absence ou d'empêchement du directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine, tous actes, arrêtés, décisions, notifications ou conventions, ainsi que toutes propositions d'engagement et de mandatement des dépenses, de décisions de virement de crédits à l'initiative de l'ordonnateur toutes pièces justificatives de dépenses, tous ordres de reversement et toutes demandes d'émission de titres de perception.

Art. 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Lorraine et des départements de la Meurthe et Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.

Nancy, le 30 mai 2007

Le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine par intérim,
Danielle MOUFFARD

Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

Extrait de l'arrêté du 25 mai 2007 portant constitution de la commission départementale d'examen de recours gracieux en matière d'exclusion du bénéfice du revenu de remplacement des personnes en recherche d'emploi

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} - Est abrogé l'arrêté du 13 avril 2004, relatif à la commission départementale d'examen de recours gracieux en matière d'exclusion du bénéfice du revenu de remplacement des personnes en recherche d'emploi.

Art. 2 - La commission départementale de recours gracieux en matière d'exclusion temporaire ou définitive du bénéfice du revenu de remplacement, est constituée comme suit :

Représentants de l'administration

- la directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ou son représentant,

- le chef du service départemental du travail et de la protection sociale agricole ou son représentant.

Représentants des employeurs

Organisations syndicales	Membres titulaires	Membres suppléants
FDSEA de Meurthe-et-Moselle	Monsieur Pierre MARIN 15 bis Grande Rue 54280 SEICHAMPS né le 17.01.60 à NANCY (54)	Mademoiselle Tiphenn PIERRE FDSEA 5, rue de la Vologne 54524 LAXOU née le 24.05.81 à RENNES (35)
MEDEF/UIMM	Monsieur Bernard ADAM 56 avenue de Wagram 75854 PARIS CEDEX 17 né le 22.11.37 à METZ (57)	Monsieur André BERTHON 12 avenue de la Libération 54600 VILLERS les NANCY né le 30.01.27 à POMPEY (54)
MEDEF	Monsieur Michel BERTRAND 18 rue Jameray Duval 54300 LUNEVILLE né le 06.01.47 à LUNEVILLE (54)	Madame Isabelle CHEHU MEDEF - 8 rue Alfred Kerstler MAXEVILLE 54524 LAXOU CEDEX née le 29.07.67 à NANCY (54)
MEDEF/BTP	Monsieur André SCHORTZ 12 Chemin de Merrey 54136 BOUXIERES-aux-DAMES né le 29.01.34 à NANCY (54)	Madame Sylvie PETIOT LAGARDE ET MEREGNANI BP 21090 54523 LAXOU CEDEX née le 6.12.54 à CHATEAU-SALINS (57)
MEDEF	Monsieur Georges TSCHINSCHANG 15 rue Wildric 1 ^{er} 54600 VILLERS-les-NANCY né le 9.05.40 à NANCY (54)	Monsieur Jacques MAZEAU 33 rue Gustave Simon 54000 NANCY né le 15.12.34 à NICE (06)

Représentants des organisations syndicales des salariés

Organisations syndicales	Membres titulaires	Membres suppléants
CFDT	Monsieur Daniel GIACOMETTI 22 rue de la Salle 54000 NANCY né le 20.05.59 à LONGEVILLE LES METZ (57)	Monsieur Marcel GAUZELIN 100 Grande Rue 54710 LUDRES né le 16.01.44 à LUDRES (54)
CGT	Monsieur Bernard SEIROLLE 16 rue de l'Eglise 54200 FRANCHVILLE né le 8.05.44 à GONDREVILLE (54)	Monsieur BOUFERGUENNE Pascal 1 rue des Talintes 54250 CHAMPIGNEULLES né le 28.04.57 à FROUARD (54)
CFTC	Madame Caroline TYKOCZINSKY 39 rue du Général Hoche 54000 NANCY née le 22.08.66 à NANCY (54)	Madame Michèle BULDRINI ROUSSEL 7 allée des Poiriers 54840 GONDREVILLE née le 25.05.56 à ELOYES (88)
FO	Madame BEYNA Christine Résidence Apollon 5 rue de Malines 54500 VANDOEUVRE née le 28.12.52 à BADONVILLER (54)	Madame Marie-Odile BLAISING 215 rue Claude le Lorrain 54710 LUDRES née le 12.12.54 à LUNEVILLE (54)
CGC	Monsieur Bertrand FINCK 2 bis rue Gambetta 54300 LUNEVILLE né le 26.03.65 à TOUL (54)	Monsieur Jacques CONRAT 3 rue Boyard 54230 NEUVES-MAISONS né le 07.05.35 à THIONVILLE (57)

Art. 3 - La durée des mandats des membres titulaires et suppléants représentant les organisations syndicales d'employeurs et de salariés, est fixée à 3 ans.

Art. 4 - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 25 mai 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Trésorerie générale**Arrêté du 1^{er} février 2007 portant délégation de signature à M. David De BEAUMONT, inspecteur, à l'effet d'exercer les fonctions de commissaire du gouvernement auprès de la SAFER de Lorraine**

Le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code rural, notamment ses articles R.141-9 et R.144-3 ;

Vu l'arrêté du 10 janvier 2007 relatif à la désignation de commissaire du gouvernement auprès des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural, notamment l'alinéa 2 de l'article 1^{er};

ARRETE

Art. 1^{er} - Délégation de signature est donnée à M. David De BEAUMONT, inspecteur, à l'effet d'exercer les fonctions de commissaire du gouvernement auprès de la SAFER de Lorraine.

Art. 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à Nancy.

Nancy, le 1^{er} février 2007

Le trésorier-payeur général,
Christian BRUNET

Arrêté du 1^{er} février 2007 portant délégation de signature à M. DARNE Laurent, contrôleur, à l'effet d'émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ; de fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat

Le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le code du domaine de l'Etat, notamment son article R. 150-2 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33 ;

ARRETE

Art. 1^{er} - Délégation de signature est donnée à M. DARNE Laurent, contrôleur, à l'effet de :

- émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ;
- fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat ;

Cette délégation est donnée dans la limite de :

- 400 000 euros pour les évaluations en valeur vénale,

- 40 000 euros pour les évaluations en valeur locative.

Seront exclues de cette délégation les affaires transmises par la direction générale, la préfecture, les parlementaires, les conseillers généraux ou régionaux.

Art. 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à Nancy.

Nancy, le 1^{er} février 2007

Le trésorier-payeur général,
Christian BRUNET

Arrêté du 1^{er} février 2007 portant délégation de signature à Mme Josiane KLAEYLE, inspectrice, et MM. Daniel ALBERT, Jean-Marc WARIS et Philippe SCHNEIDER, inspecteurs, à l'effet d'émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ; de fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat

Le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le code du domaine de l'Etat, notamment son article R. 150-2 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33 ;

ARRETE

Art. 1^{er} - Délégation de signature est donnée à Mme Josiane KLAEYLE, inspectrice, et MM. Daniel ALBERT, Jean-Marc WARIS et Philippe SCHNEIDER, inspecteurs, à l'effet de :

- émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ;

- fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat ;

Cette délégation est donnée dans la limite de :

- 800 000 euros pour les évaluations en valeur vénale,

- 80 000 euros pour les évaluations en valeur locative.

Seront exclues de cette délégation les affaires transmises par la direction générale, la préfecture, les parlementaires, les conseillers généraux ou régionaux.

Art. 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à Nancy.

Nancy, le 1^{er} février 2007

Le trésorier-payeur général,
Christian BRUNET

Arrêté du 15 mai 2007 portant désignation des agents habilités à exercer les fonctions de commissaire du gouvernement devant les juridictions de l'expropriation

Le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle,

Vu le décret n° 2005-467 du 13 mai 2005 portant modification du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique (article R.13-7) ;

Vu l'article 16 du décret 2006-1792 du 23/12/2006 ;

ARRETE

Art. 1^{er} - M. Jean-Marie LANG, inspecteur, et Mme Anne-Marie KLEIN, inspecteur départemental, sont désignés pour le suppléer dans sa fonction de commissaire du gouvernement auprès de la juridiction de l'expropriation du département de Meurthe-et-Moselle et, le cas échéant, devant la cour d'appel compétente.

Art. 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle ;

Nancy, le 15 mai 2007

Le trésorier-payeur général,
Christian BRUNET

Arrêté du 15 mai 2007 portant désignation des agents habilités à représenter l'expropriant devant les juridictions de l'expropriation

Le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code du domaine de l'Etat, notamment son article R. 179 ;

Vu le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 modifié relatif à la réalisation d'acquisitions foncières pour le compte des collectivités publiques dans certains départements, notamment son article 4 ;

Vu l'arrêté interministériel du 29 janvier 1973 rendant applicable dans le département de Meurthe-et-Moselle le régime des procédures foncières institué par les articles R. 176 à R. 184 du code du domaine de l'Etat et par le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 susvisé.

ARRETE

Art. 1^{er} - MM. Alain CONTE et Laurent DARNE, contrôleurs, Joël KERDONCUFF, Joël SZUBARGA, Daniel ALBERT, Jean-Marc WARIS et Philippe SCHNEIDER, inspecteurs, Mmes Isabelle BURNEL et Josiane KLAEYLE, inspectrices, sont désignés pour agir devant la juridiction de l'expropriation du département de Meurthe-et-Moselle en vue de la fixation des indemnités d'expropriation et, le cas échéant, devant la cour d'appel compétente :

- au nom des services expropriants de l'Etat ;

- et, sur leur demande, au nom des collectivités, établissements ou sociétés mentionnés à l'article R. 177 du code du domaine de l'Etat et à l'article 2 du décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 susvisé.

Art. 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à Nancy ;

Nancy, le 15 mai 2007

Le trésorier-payeur général,
Christian BRUNET

